
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 22/2 (1995)

DOI: 10.11588/fr.1995.2.59384

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

posant le principe de sa détermination sociale. Newton, Adam Smith et J.-J. Rousseau seraient ainsi l'expression de la première révolution bourgeoise. Il est opportun de rappeler que le XVIII^e siècle rationaliste et mécaniste fut aussi le temps de Mesmer, Cagliostro, Swedenborg et Saint-Martin et que les thèses d'Hippocrate, d'Aristote et de Paracelse eurent leur heure de mode. Et nombreux furent les adversaires du mécanisme dans le domaine de la chimie, de l'histoire naturelle et des sciences de la vie. Les discussions furent vives sur la nature de la matière: inerte pour certains, elle fut animée, traversée de forces actives pour d'autres ... M. HARBSMEIER évoque le discours anthropologique dans l'Allemagne de 1800 et le choc en retour des récits de voyage outre-mer. Fondamentale fut l'ouvrage de Christoph Meiner, »Esquisse d'une histoire de l'humanité«, critiquée par Forster en particulier. L'auteur s'attache aussi à montrer que l'œuvre de Guillaume de Humboldt traduit le moment de rupture entre l'anthropologie des Lumières et celle du siècle suivant. Nous tenons là les racines de l'eurocentrisme du XIX^e siècle. *In fine* et élargissant le champ chronologique, M. THALLER, à partir du fameux article de Lawrence Stone dans »Past & Present«, 1979, revient sur la crise de l'histoire quantitative et le retour en force du narratif, sur l'hystérie des banques de données et les fausses illusions dues à l'emploi de l'ordinateur et de l'intelligence artificielle. Tous ces instruments permettent-ils de répondre aux vraies questions? »L'histoire est une science, l'informatique un outil« et il ne faut pas prendre l'un pour l'autre. En un autre siècle, Montaigne avait déjà mis en garde contre la science sans conscience ...

Au bout du compte, le lecteur aura parcouru bon nombre de territoires défrichés par une histoire en renouvellement et éprouvé à la fois combien nous sommes les héritiers d'une configuration historique chronologiquement délimitée et combien rapidement nous nous en écartons.

Claude MICHAUD, Orléans

Heinz DUCHHARDT (Hg.), *Zwischenstaatliche Friedenswahrung in Mittelalter und Früher Neuzeit*, Cologne/Vienne (Böhlau-Verlag) 1991, XIV-260 p.

Voici le recueil des communications présentées au colloque de Münster (25-26 septembre 1989) qui abordait une question cruciale: la sauvegarde de la paix à l'époque médiévale et à l'époque moderne. Les textes ici réunis par Heinz Duchhardt permettent une approche large, variée et mesurée d'un sujet difficile, parce que le contexte politique et les idées anciennes sont délicats à évoquer et à retrouver.

Dietrich KURZE évoque d'abord la guerre et la paix dans la pensée médiévale. Soulignant que la littérature sur ce sujet est immense – et a été en 1980 répertoriée par Philippe Contamine dans sa »Guerre au Moyen Age« (voir 3^e édition, 1992, supplément bibliographique, pp. XVII-XIX) –, l'auteur en reprend l'étude pour analyser la question de la guerre juste et le bien de la paix. Il part des auteurs anciens et suit l'évolution des idées tout au long du Moyen Age, à travers l'œuvre des théologiens et des écrivains, mais aussi à travers les paroles ou les lettres des princes ou des papes. Inutile de dire que cette mise au point sera très utile pour tous ceux qui s'intéressent à la définition de la paix.

Dieter MERTENS étudie la paix européenne et la guerre contre les Turcs dans le Bas Moyen Age. Les victoires des Turcs, celle de Nikopolis surtout, et la chute de Constantinople provoquèrent une grande émotion en Europe occidentale, relayée par toutes les formes d'information, de création littéraire et de propagande. La mobilisation contre les Turcs utilisait la référence aux croisades – le *passagium generale* devait réunir les chrétiens sous l'autorité de l'Empereur et du Pape – et ce thème fut utilisé par Clément VI en 1343, Pie II en 1459 ou Sigismond, aussi bien que par Charles VIII, dans son Manifeste de 1494, au moment de l'offensive en Italie. Mais la lutte pour l'hégémonie en Europe s'installait alors, à l'occasion des guerres d'Italie. Charles Quint, en devenant empereur, rassembla une force contre les Maures

dans le sud-ouest de l'Europe et une puissance contre les Ottomans dans le sud-est, mais cette concentration de puissance conduisit à des liaisons impies – *impium foedus* – entre François I^{er} et le Sultan. Ainsi la guerre contre les Turcs donnait une signification nouvelle à l'Europe: les Turcs étant considérés comme un peuple asiatique, l'Europe avait alors une signification géographique mieux définie. Les Européens se voyaient aussi comme chrétiens, mais la chrétienté ne survivait plus que dans sa partie romaine – Jérusalem, Alexandrie, Antioche, Constantinople étant sous la domination musulmane. La guerre contre les Turcs était donc le seul moyen de sauver l'Europe et les Européens, comme elle était un moyen de mieux définir ce qu'étaient l'Europe et les Européens.

Reimer HANSEN étudie le problème de la paix européenne dans la seconde moitié du XVI^e siècle à travers la vie et l'œuvre de Heinrich Rantzau (1526–1598). Issu de la noblesse du Holstein, gouverneur du Schleswig et du Holstein pour le roi de Danemark, conseiller du roi Frédéric II de Danemark, Rantzau laissa une œuvre multiforme, abordant l'astrologie et l'astronomie, la médecine et l'économie, mais aussi l'histoire et l'étude de la guerre qui le firent connaître, en particulier son »*Commentarius bellicus*« publié à Francfort en 1595. Pour lui, l'ennemi héréditaire des chrétiens, c'était l'empire ottoman, mais il voyait avec beaucoup de méfiance aussi la puissance moscovite. Dans cette optique, il était favorable à la paix entre les catholiques et les protestants en Europe, quoique plus proche des seconds. Il dressa en 1591 un plan de paix audacieux qui se fondait sur la liberté de religion, d'après le modèle de la paix d'Augsbourg dans le Saint Empire. Le projet n'eut pas de suite, malgré des contacts avec Arenberg, conseiller de Philippe II, et avec le duc Ulrich de Mecklembourg.

Hermann WEBER étudie les textes politiques produits par ou pour Richelieu. Il montre que la sécurité de la chrétienté reste au centre de la pensée du cardinal-ministre et que celui-ci pense qu'elle est menacée par l'aspiration des Habsbourg à une monarchie universelle. En résistant, le roi de France devait devenir le plus puissant monarque du monde et le prince le plus estimé. Dans cette optique le cardinal dut et put se débarrasser de l'opposition des dévots, envisager des alliances à l'intérieur de la chrétienté et préparer la guerre ouverte. C'était une vue à moyen ou long terme que proposait Richelieu: pour préparer une paix sûre, il fallait commencer par la guerre. Et les »portes« devaient permettre ainsi d'intervenir rapidement contre toute oppression soit en Italie du nord, soit en Allemagne. Une telle politique n'était pas incompatible, malgré les apparences, avec le désir de négocier et l'envoi de multiples négociateurs de talent en Europe.

Herbert LANGER s'interroge sur la politique de »grande puissance« que la Suède a menée de 1617 à 1719–1721 et en particulier sur ses conséquences économiques, démographiques, sociales, politiques et idéologiques. Il interprète l'abdication de la reine Christine dans ce contexte international: son hostilité à la politique guerrière menée par les Oxenstierna l'aurait amenée à une telle décision. Il montre que Charles X Gustave, dans son intervention en Pologne, ne pouvait s'appuyer sur aucune justification politique ou théologique, à la différence de ce qui avait pu servir l'action de Gustave-Adolphe: Charles X put profiter seulement du soutien de Jan Comenius et de la communauté de Lissa qui donnèrent de cette opération une interprétation apocalyptique.

Leopold AUER étudie la période 1660–1668 et montre que toute l'Europe cherchait alors la paix. La Suède ne pouvait qu'être inquiète d'un traité français avec le Danemark et devait soutenir la Pologne déclinante face aux Russes. L'Espagne, affaiblie par les guerres, soutenait une politique d'apaisement en Europe et fut déçue de ne pas trouver d'accord avec Charles II d'Angleterre. Les efforts de Jan de Witt avaient une même orientation politique. L'Empire et l'Empereur s'inquiétaient du souci que la France avait de s'emparer du cercle de Bourgogne, après avoir pris possession de l'Alsace, et l'Electeur de Mayence, Schönborn, se proposa comme intermédiaire et partisan de la paix. Cristobal Rojas y Spinola (1626–1695) joua donc un rôle essentiel, et très caractéristique, dans ces années-là, en particulier comme négociateur espagnol à Bruxelles, à Vienne ou à Ratisbonne. Finalement ce fut la politique d'intervention

de Louis XIV qui bouleversa cette convergence européenne vers la paix – que ce monarque lui-même décrit plus tard d'un trait fort dans ses »Mémoires«. Dans ce contexte, Louis XIV et Léopold I^{er} préparèrent néanmoins leur rapprochement pour une esquisse de »renversement des alliances«. La Triple alliance montra bien la volonté européenne de paix, qui s'imposa au jeune Louis XIV et lui servit de cruelle leçon. Leopold Auer rappelle qu'aucun homme d'Etat du temps ne se proclamait néanmoins pacifiste, tant la guerre apparaissait comme un recours naturel. Alors que la menace venait encore, après les traités de Westphalie, d'une union entre les Habsbourg de Madrid et de Vienne, la nécessité de construire des coalitions contre la France émergea dans les années 1660. Enfin cette sauvegarde de la paix nécessitait une ample diplomatie secrète qui était parfois proche de l'espionnage. Cette étude est une approche européenne de ces années cruciales, très complémentaire de celle, plus française, que Paul Sonnino a développée dans son admirable »Louis XIV and the origins of the Dutch War« (Cambridge, 1988).

Dieter WYDUCKEL analyse le droit, l'Etat et la paix dans le *Jus publicum europaeum*. Il montre que la définition de l'Etat fut, à partir du XVI^e siècle, marqué par l'idée du pouvoir absolu du souverain, tel que Jean Bodin le présentait, mais ce droit du souverain était limité par un droit des gens, un droit international. Mais d'autres théories subsistaient comme celles d'Althusius. Au contraire la définition de l'Etat, à travers le »Léviathan« de Hobbes, impliquait que l'état de nature régnait entre les Etats, et Pufendorf n'était pas loin de penser comme lui. Pourtant tout un courant de pensée insistait, à partir de la philosophie médiévale et la réflexion des Espagnols de la fin du XVI^e siècle (Vitoria), sur la place de la raison: ce courant aboutit à l'œuvre de Grotius. Plus tard, avec l'affirmation de l'idée de nation, de nouvelles logiques se mirent en place, ainsi chez Vattel. La pratique internationale suscita le recours à l'idée d'un équilibre européen, d'une balance des nations, mais encore fallait-il une force pour l'imposer. Ainsi le *Jus Publicum Europaeum* n'évolua pas en droit positif ou en une pratique, même si la question peut se poser à propos de l'organisation singulière, qui était celle de l'Empire.

Karl-Heinz LINGENS étudie les congrès de Cambrai et de Soissons dans une perspective plus large: les congrès sont-ils des instruments du droit international pour sauvegarder la paix? Comme ces assemblées de paix furent des échecs, l'auteur relève un trait qui est négligé souvent par les historiens: les congrès ne sont pas destinés à toujours réussir, ce sont aussi des lieux de discussion et d'affrontement.

Jeremy BLACK s'est attaché à dévoiler les tentatives anglaises pour préserver la paix en Europe de 1748 à 1755. Cela peut paraître paradoxal, puisque la tension entre la France et l'Angleterre domina cette période. J. Black montre que le modèle qui pouvait s'imposer était la stabilisation de 1752 pour l'Italie, car elle fut très durable: le duc de Newcastle chercha un système de sécurité collective, mais, n'ayant pas réussi à le constituer, la place était libre pour le renversement des alliances.

Armin REESE examine la commission réunie pour résoudre le contentieux franco-anglais dans les années qui précédèrent la guerre de Sept ans. Il montre que les discussions échouèrent parce que les deux puissances désiraient une prépondérance et une domination mondiale, et qu'elles cherchaient à l'obtenir sans guerre.

Ce livre permet donc de confronter des méthodes très diverses pour aborder une notion qui touche à l'histoire du droit et des idées, mais aussi à l'histoire générale des sociétés. Par des exemples précis de moments historiques, d'actions politiques ou d'œuvres bien ciblées, comme par des interrogations sur la longue durée, ces textes montrent la vitalité nouvelle de la recherche historique en matière de relations internationales, comme le souligne avec force Heinz Duchhardt. C'est donc un apport essentiel pour une réflexion ouverte sur les conceptions globales qui président à l'élaboration des politiques particulières.

Lucien BÉLY, Paris